



Pour des médias libres

mercredi 21 janvier 2015, par [L'Insatiable](#)

Une quarantaine de médias indépendants dénoncent la politique d'étouffement des médias libres menée par les pouvoirs publics, et demandent la refonte du « système des aides publiques à la presse, qui favorise les grands groupes industriels et privés. » « Il ne suffit pas de se déclarer défenseur de la liberté d'expression pour la protéger. »

Depuis l'attentat contre la rédaction de Charlie Hebdo, les appels se multiplient pour défendre la liberté d'expression dans notre pays. Nous, représentants de médias indépendants, alternatifs et citoyens, ainsi que des associations les défendant, sommes pleinement solidaires de cette mobilisation, à la hauteur des attaques meurtrières contre la liberté d'expression et de la presse.

Elles viennent nous rappeler que ces libertés, fruits de longs combats, ne sont jamais définitivement acquises, qu'elles sont encore une réalité minoritaire à travers le monde, qu'il faut toujours lutter pour les acquérir ou les préserver. Mais ces libertés – assurées en France par la loi de 1881 – restent déclaratives si elles ne sont pas accompagnées des conditions nécessaires pour les transformer en droits réels.

Politiques d'étouffement

Si le terrorisme tente aujourd'hui de menacer l'idée même de liberté d'expression, celle-ci est aussi attaquée quotidiennement par les politiques d'étouffement menées depuis si longtemps par les pouvoirs publics.

Avant même cette attaque, Charlie Hebdo était menacé de disparition faute de moyens financiers. Des journaux indépendants meurent chaque jour dans une indifférence quasi générale. En un an seulement, le trimestriel Friture Mag a suspendu ses parutions papier, le mensuel Le Ravi a été placé en redressement judiciaire, le magazine Zélium a dû faire appel à une campagne de financement participatif pour réparaître en kiosque, la survie de Siné Mensuel dépend d'une souscription en cours... Des radios associatives, comme Radio Clapas, s'apprêtent elles aussi à mettre la clef sous la porte.

Les raisons ? Un étranglement financier généralisé à tout le secteur associatif et l'absence de reconnaissance officielle des médias du Tiers Secteur, ceux qui ne sont ni publics ni commerciaux mais tout simplement citoyens.

Cet appel, rassemblant des médias indépendants, alternatifs, citoyens, ainsi que des associations les défendant, tous désireux de faire vivre une information libre, affirme sa fraternité et sa détermination après l'attaque contre des journalistes de Charlie Hebdo.

Réformes de fond

Mais, au-delà de l'émotion, il faut plus que jamais :

- Refondre totalement le système des aides publiques à la presse, qui favorise les grands groupes industriels et privés.
- Renforcer le fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER).
- Ouvrir des canaux de diffusion locaux et nationaux aux télévisions associatives et des financements associés.

- Réorienter les aides à la diffusion dans les kiosques, eux-mêmes en grande difficulté, et réfléchir à d'autres moyens de distribuer nos productions en lien avec les professionnels de la distribution.
- Reconnaître les médias citoyens comme étant d'intérêt général et valoriser leur compétence en matière de formation professionnelle et d'éducation populaire.
- A plus long terme, développer un travail législatif, comparable à ce qui a été fait en Argentine ou dans d'autres pays avec une re-répartition globale du spectre médiatique entre secteur public, secteur privé et secteur associatif, tout en luttant contre la concentration financière et industrielle des médias.

Nous ne revendiquons pas des subventions individuelles pour chacun mais la reconnaissance de droits et acquis sociaux et culturels collectifs pour promouvoir la liberté d'expression et le pluralisme. Il ne suffit pas de se déclarer défenseur de la liberté d'expression pour la protéger. Seules des réformes de fond pourront attester de la sincérité de cet engagement.

Aussi, nous demandons à être reçus d'urgence par la Ministre de la Culture et de la Communication pour faire valoir le point de vue des médias libres et citoyens sur les réformes qu'elle dit maintenant vouloir engager.

Les 43 signataires : Acrimed, Act Médias, Adiu Sud Gironde, Altermondes Informations, *Cassandra*/Horschamp, Com'etik Diffusion, Demosphère Ariège, Et faits Planète, Fakir, Fokus 21, Fréquence Mistral, Friture Mag, La Lettre à Lulu, Le Lot en Action, Les Antennes, Les Pieds dans le PAF, Lalorgnette.info, Le Sans-Culotte 85, Le Ravi, Les Films du Crime et du Châtiment, Librinfo74.fr, Lutopik, Lyon Média City, Lyon Bondy Blog, MédiasCitoyens, Montpellier journal, Le Nouveau Jour J, O2Zone TV, Université populaire pour une information citoyenne, Plus Belles les Luttés, Pourparlers.info, Radio Calade, Radio Couleurs FM, Radio d'Ici, Radio MNE, Rencontres Médiatiques, Reporterre, Résonances TV, Riv'Nord, Sisyphe Vidéo, Télà, Télé Sud Est, Zélium.